



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

dette publique

Question au Gouvernement n° 1587

Texte de la question

RÉDUCTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le ministre du budget, François Hollande avait pris l'engagement de ramener le déficit public à 3 % du produit intérieur brut en 2013. Qu'en est-il aujourd'hui ? La promesse est abandonnée et le déficit atteindra même 4,3 %, ce qui représente 26 milliards d'euros de dérapage.

M. Bernard Roman. D'où vient-on ?

M. Philippe Vigier. Inutile, monsieur le ministre du budget, d'invoquer l'héritage pour me répondre que nous sommes entièrement responsables de la gestion de l'année 2013, et que c'est le gouvernement que nous soutenions qui a pris les décisions.

Inutile, également, de crier au procès d'intention : le groupe UDI a toujours porté l'exigence d'une gestion saine des finances publiques et vous connaissez notre combat pour l'inscription de la règle d'or dans la Constitution.

M. Jean-Pierre Blazy. Avec quels résultats ?

M. Philippe Vigier. Les engagements que vous n'avez pas tenus ont leurs conséquences : la dette explose, la confiance des ménages et des entreprises est fragilisée et vous faites subir aux Français une purge fiscale.

Vous avez fait le choix d'une augmentation démesurée de la fiscalité, de l'arrêt de la RGPP, d'une réforme des retraites non financée, d'une boîte à outils insuffisante pour faire diminuer le chômage.

Comment faire confiance au Président lorsqu'il annonce maintenant une réduction de 50 milliards de la dépense publique pour mettre en œuvre le pacte de responsabilité ? Comment vous croire, sachant que la dépense publique a continué d'augmenter en 2013 ?

Aussi ma question sera-t-elle simple : quelles sont les propositions concrètes que vous comptez faire, monsieur le ministre, pour réaliser les 50 milliards d'économies, indispensables pour renouer avec la croissance et l'emploi ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et sur quelques bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget. Monsieur le député Philippe Vigier, George Bernard Shaw disait qu'il existe une catégorie d'hommes politiques qui expliquent systématiquement le

lendemain ce qu'ils auraient dû faire la veille, afin qu'aujourd'hui soit différent. En vous écoutant, je me disais qu'il avait parfaitement raison ! (*Sourires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

En émettant des critiques injustes et outrancières, qui ne vous ressemblent pas, vous venez de qualifier parfaitement le bilan que vous nous avez laissé.

Je souhaite être très précis dans ma réponse. Pour évoquer, à votre suite, les déficits, rien ne vaut les chiffres : lorsque vous avez quitté le pouvoir (*Exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP*), le dernier déficit nominal était de 5,3 %. En 2012, au terme d'une loi de finances rectificative prise pour corriger une trajectoire de finances publiques funeste, le déficit était de 4,8 %. Il s'agit bien d'une diminution, ou je ne comprends plus rien à l'arithmétique !

En 2013, pour des raisons qui tiennent au fait que nous avons exécuté avec beaucoup de rigueur les mesures de redressement des comptes prises par mon prédécesseur - ainsi qu'en témoigne l'évolution de la dépense -, le déficit devrait être de 4,1 %. Il sera, l'an prochain, de 3,6 %. Lorsque l'on passe de 5,3 % à 3,6 %, c'est pour vous une augmentation du déficit ; nous y voyons plutôt une diminution ! Je crains, monsieur le député, que vous n'ayez tort et que nous n'ayons raison ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Pour ce qui est de la dépense, monsieur le député, elle a flambé lorsque vous étiez dans la majorité, augmentant de 170 milliards d'euros ! Nous avons divisé par quatre son rythme, et l'exécution du budget 2013 montre que l'exécution de la dépense n'a jamais été aussi exemplaire.

Vous me demandez ce que nous allons faire. Nous continuerons à maîtriser la dépense, afin de contenir les déficits et de redresser ainsi le pays que vous avez affaibli ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1587

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 janvier 2014](#)